

Carlos OMINAMI

I. La nécessité de l'auto-centrage

Un bilan global du développement du Tiers Monde lors de trois dernières décennies se doit d'être nuancé. Globalement, les forces productives y ont connu une expansion considérable entraînant une diversification de la production, un accroissement de la productivité et une élévation du revenu national. Mais, en même temps, les inégalités sociales à l'intérieur des pays en développement (PED) ont continué à se reproduire; il est allé de même en ce qui concerne les écarts entre eux, lesquels se sont creusés davantage.

Les données disponibles concernant la répartition des revenus dans le Tiers Monde, montrent en effet une tendance forte à la détérioration des positions détenues par les couches les plus pauvres. Ainsi par exemple, une étude de la CEPAL (IGLESIAS, 1981), comparant l'évolution de la répartition des revenus dans les sept principaux pays de l'Amérique Latine, entre 1960 et 1975, fait ressortir une baisse de la part de 40% des foyers les plus pauvres<sup>(1)</sup>.

Parallèlement, les différenciations entre PED ont augmenté à un rythme particulièrement rapide. C'est ainsi que l'écart relatif entre un pays pauvre comme le Bangladesh et un pays à industrialisation rapide comme Hong-Kong était vers la fin des années 1970, plus de deux fois plus grand (1 à 29) que l'écart entre l'ensemble du Nord et du Sud (LOUP, 1981)<sup>(2)</sup>. En fait, comme le montre une analyse

---

(1) L'étude de la CEPAL porte sur des données agrégées pour l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Chili, le Mexique, le Pérou et le Venezuela. En termes absolus, les revenus de 40% des foyers plus pauvres augmentent de 520 à 648 dollars de 1970 par foyer.

(2) Des comparaisons entre le Bangladesh et certaines économies pétrolières comme l'Arabie Saoudite et le Koweït donnent des écarts relatifs de l'ordre de 1 à 67 et de 1 à 136 respectivement.

de la distribution mondiale des revenus entre 1950 et 1977 (BERRY, BOURGUIGNON et MORRISSON, 1982), celle-ci a été favorable aux groupes intermédiaires aux dépens des riches mais surtout des pauvres.

Il n'est dès lors pas surprenant de constater comme le fait la Banque Mondiale (1982), que 47% de la population mondiale vivent encore à la fin des années 1970, dans les pays à plus bas revenus disposant de moins de 5% de la production mondiale mesurée en dollars. Ainsi, malgré une nette amélioration de certains indicateurs de bien-être concernant l'espérance de vie, la scolarisation, etc... on estime à près d'un milliard le nombre de personnes n'atteignant pas le minimum requis pour assurer les consommations de base. Par ailleurs, la détérioration de la conjoncture internationale, au début des années 1980 est venu aggraver cette situation faisant émerger la menace de la disette urbaine (SALAMA, 1983).

Il faut toutefois noter que d'une façon générale, la reproduction des inégalités est un processus largement indépendant du contexte de crise internationale. En fait, à la suite de travaux de DON WARD (1982), on peut montrer l'évolution très érratique tout au long des années 1970, d'un ensemble d'indicateurs destinés à mesurer les inégalités. C'est donc la nature même des stratégies de développement suivies par les PED qui est en cause. Une évidence aujourd'hui considérable permet en effet d'affirmer qu'une croissance même forte, n'est pas suffisante pour résoudre les déséquilibres sociaux qui s'y manifestent.

Faut-il pour autant souhaiter que la crise s'aggrave (PARTANT, 1979) ou prêcher la croissance négative (ALVARES, 1983) ? Rien n'est moins sûr. S'il est permis d'avoir plus d'un doute, quant à la capacité de la croissance de faire face à tous les problèmes auxquels sont confrontés les pays du Tiers Monde, on peut en revanche être sûr que la récession de l'activité économique ne fait que les aggraver. Que se soit au Brésil ou aux Philippines, au Maroc ou à la Tunisie, la multiplication dans la période récente d'émeutes et de révoltes vite réprimées en témoigne.

Le bien-être ne peut pas être dissocié de la croissance. Les tentatives d'améliorer le bien-être des populations, sans trop se soucier des contraintes économiques, débouchent sur des impasses mettant à terme en question les acquis sociaux obtenus. Les difficultés

auxquelles se heurtent actuellement les expériences, sans doute originales, entreprises par exemple en Tanzanie et en Sri-Lanka (LOUP, 1981; MICHALET, 1983) sont à cet égard illustratives.

Le développement du Tiers Monde ne saurait donc passer par le reniement de la croissance. Il ne faut pas en effet confondre ses insuffisances avec les conséquences découlant d'un lourd héritage historique. Dès lors, c'est à la nécessité de rechercher de nouvelles voies permettant le rapprochement des processus de croissance et de développement, qu'il est essentiel d'apporter une réponse.

La nécessité d'une réorientation de la croissance n'est pas seulement édictée par des considérations internes aux PED. Leur plus grand auto-centrage est également un impératif découlant des tendances en oeuvre au niveau de l'économie mondiale. Jusqu'à la fin des années 1970, on pouvait encore entretenir l'espoir d'une croissance forte, moyennant l'intégration de plus en plus poussée à la division internationale du travail. L'expansion rapide du commerce et du crédit international au cours des années 1970 a fortement encouragé les tendances à l'extraversion. L'écart entre dépendance et développement était ainsi devenu maximal. Pour une large partie du Tiers Monde, la possibilité de maintenir un rythme d'activité assez élevé, semblait ôter beaucoup de leur pertinence aux thèmes du développement auto-centré et de la croissance endogène.

La détérioration brutale de l'environnement international au début des années 1980 amène un bouleversement considérable par rapport à la situation précédente. Les thèmes qui paraissaient inéluctablement démodés il y a juste quelques années reprennent, dans le nouveau contexte, une toute nouvelle actualité. Inversement, dans un monde qui tend à devenir de plus en plus protectionniste, les thèmes de l'intégration tous azimuts au marché mondial sombrent de plus en plus dans la désuétude.

En fait, les perspectives de croissance de l'économie mondiale pour les années à venir ne sont guère encourageantes. Ainsi, par exemple, l'hypothèse moyenne retenue dans les prévisions de la Banque Mondiale (1983) pour la période 1985-1995, table sur une croissance pour l'ensemble des PED de l'ordre de 5.5% annuel, c'est-à-dire en baisse par rapport aux années 1960-1970. Il en va de même en ce qui concerne les

projections établies par les Nations Unies (1983) dont le scénario basé sur l'extrapolation des tendances récentes, laisse présager un taux de croissance de 4.8% entre 1980 et l'année 2000, rejoignant ainsi l'hypothèse basse retenue par la Banque Mondiale. De leur côté, les prévisions faites dans le cadre de la CNUCED (1983), mettent en évidence que, sans un accroissement substantiel des rapports Sud-Sud, la croissance de la majorité des régions du Tiers Monde<sup>(3)</sup>, devrait chuter à des niveaux beaucoup plus bas que ceux prévus par la Banque Mondiale et les Nations Unies. En revanche, dans l'hypothèse d'un renforcement des flux Sud-Sud (de biens de consommation et d'équipement), accompagnée d'une politique de substitution des importations sur le plan agricole, on pourrait s'attendre suivant la CNUCED, à une augmentation très sensible des niveaux d'activité.<sup>(4)</sup>

Mais encore plus fondamentalement, l'ampleur des mutations technologiques actuellement en cours, rend illusoire toute possibilité de maintenir le statu-quo en matière de stratégies de développement. S'il est vain d'attendre de l'ordinateur ou des micro-processus la fin du sous-développement (DELAPIERRE et ZIMMERMAN, 1983), il est aussi illusoire de penser que le Tiers Monde puisse rester à l'écart des effets des bouleversements technologiques. A elle seule, la révolution informatique lance un défi de taille à l'ensemble du Tiers Monde. L'informatisation de certains secteurs d'activité des PED, offre l'opportunité de faire face à des problèmes qui, dans d'autres conditions tarderaient plusieurs années avant de trouver une solution efficace. Comme l'expliquent ces auteurs, la possibilité d'automatiser certaines lignes de production est susceptible de permettre aux PED de contourner les obstacles qui résultent du manque de personnel qualifié et de leur faible compétitivité internationale. De même, l'informatique peut être un outil puissant au service de la rationalisation des appareils administratifs. Par ailleurs, la diffusion des nouvelles technologies ouvre aux PED la possibilité de retourner en leur faveur certains désavantages d'une industrialisation encore peu développée. On peut en effet envisager pour certains pays la possi-

(3) Tel est le cas pour l'Amérique Latine, l'Afrique Sud-Saharienne, l'Asie du Sud et l'Asie de l'Est et du Sud-Est; la seule exception étant représentée par la région Asie Ouest et Afrique Nord.

(4) A la seule exception de l'Afrique Sud-Saharienne.

bilité de faire l'économie de l'industrialisation fondée sur des équipements très lourds, en passant directement à une industrialisation basée sur des plus petites unités, grâce à l'incorporation des nouvelles technologies. Les problèmes, parfois très difficiles à résoudre, posés par les reconversions industrielles dans les PD, pourraient ainsi être évités (OCDE, 1984).

La vision idyllique d'une révolution technologique apportant partout le progrès, est cependant contrée par les dangers, qu'en même temps, elle fait peser sur les perspectives de développement du Tiers Monde. La substitution croissante de force de travail que les nouvelles technologies autorisent menace de réduire de plus en plus l'importance d'un des principaux avantages comparatifs dont disposent les PED: une main d'oeuvre abondante et bon marché.

Pour le Tiers Monde, une attitude de simple repli sur soi-même, refusant de relever le défi lancé par les nouvelles technologies, serait franchement suicidaire. Mais, pour ne pas rater ce défi, il se doit de rompre avec les politiques purement imitatives. Il est en effet crucial pour les pays du Tiers Monde de mettre en oeuvre des politiques permettant l'incorporation maîtrisée du progrès technologique. Et, pour y parvenir c'est une réorientation d'ensemble des stratégies de développement dans le sens d'un plus grand auto-centrage qui devra être entreprise.

## II. La philosophie de l'auto-centrage

Une confusion majeure continue à subsister dans la plupart des débats sur le développement. Elle est alimentée par la difficulté d'établir une distinction rigoureuse entre objectifs et moyens. L'amalgame qui est souvent fait entre un modèle et une stratégie de développement, illustre bien cet état de choses.

Avant d'entrer dans la discussion des contenus de l'auto-centrage, une précision d'ordre conceptuelle s'impose. Il nous semble que la notion de modèle de développement devrait être déféniée par référence exclusive aux grands objectifs économiques et sociaux. Ce faisant, on réserverait celle de stratégie de développement pour rendre compte des moyens mis en oeuvre pour y parvenir. Une telle distinc-

tion n'est pas simplement académique; elle est au contraire incontournable dès que l'on veut se placer sur le terrain des alternatives réelles qui se présentent aux pays du Tiers Monde. Pour le dire brutalement, si la définition de stratégies admet une certaine latitude entre différents choix possibles, la définition de "modèles" est soumise à des limites beaucoup plus contraignantes.

Une stratégie globale de développement résulte d'une combinaison spécifique d'un grand nombre de facteurs (degré d'ouverture, participation étatique, choix sectoriels, etc...) qu'un pays peut tenter d'articuler suivant des proportions très variables. Par contre, un modèle de développement repose sur un nombre plus réduit d'éléments dont les possibilités de modification sont soumises à des contraintes particulièrement sévères. Tel est notamment le cas en ce qui concerne les normes de consommation. En fait, on peut le regretter mais il faut reconnaître que, le modèle de consommation occidental s'est imposé comme modèle largement dominant sans qu'un modèle alternatif soit venu lui disputer l'hégémonie. De ce point de vue, il semblerait que toute tentative pour mener à bien un "autre développement", en rupture violente avec le modèle dominant sera le plus généralement voué à l'échec, ou à se maintenir par le recours permanent aux pratiques autoritaires.

Rien n'empêche, certes, de faire l'apologie du bon sauvage et des vertus des communautés primitives. Il n'en reste pas moins que pour la plupart des pays du Tiers Monde, il n'est pas question de "retourner aux sources". Si la littérature sur l'autre développement a eu le grand mérite de mettre en évidence l'importance traditionnelle négligée de l'agriculture dans le processus de développement, il ne s'en suit pas pour autant que le paradigme de l'industrialisation doive être remplacé par un nouveau "paradigme agricole".

L'industrialisation rapide demeure une condition essentielle du développement du Tiers Monde. Ce n'est que par ce biais, qu'il est possible d'envisager une réponse à la multitude de besoins insatisfaits qui existent dans les PED. L'industrialisation est également le seul moyen permettant d'éviter les risques d'une marginalisation croissante du Tiers Monde de l'économie mondiale, portés par les mutations technologiques en cours.

Le développement s'accommode mal des prises de position purement normatives qui considèrent donné le but mais inconnus les moyens

(TINBERGEN, 1983). De ce point de vue, la notion de modèle de développement n'a du sens que si elle est comprise comme un processus visant à la réalisation progressive d'un ensemble de buts estimés souhaitables. Dans cette perspective, l'auto-centrage peut être défini comme un processus orienté par quatre objectifs fondamentaux: i) la recherche d'une plus grande autonomie nationale; ii) la maîtrise sociale des besoins; iii) le développement de la créativité endogène et last but not least iv) la démocratisation de la vie politique et économique.

i) La recherche d'une plus grande autonomie nationale ne signifie nullement qu'un pays doive se replier sur lui-même en vue de l'autarcie. Dans un monde dominé par les tendances à l'internationalisation, l'autonomie nationale doit être conçue en terme de maîtrise des structures internes de production et des relations externes que celles-ci entretiennent. L'autonomie nationale n'est donc pas un état absolu mais plutôt un processus permanent destiné à accroître les degrés de liberté dont dispose la mise en oeuvre de la stratégie de développement.

L'objectif d'autonomie nationale conduit à postuler l'exercice d'une souveraineté réelle sur les principales ressources et décisions d'un pays. Trop connus sont les cas où des situations d'extrême dépendance commerciale, financière ou technologique arrachent à la nation le droit à l'indépendance formellement consacré par le Droit. Pour les PED, soumis généralement à l'hégémonie incontestée d'une grande puissance, l'objectif d'autonomie nationale passe par la diversification de leurs relations internationales, de façon à déborder les frontières des zones d'influence que les principaux pays du Nord cherchent à maintenir. La diversification des relations internationales est une condition essentielle pour rendre possible leur mise au service de la stratégie de développement. A cet égard, la capacité de chaque pays pour envisager des opérations de co-développement s'avère de la plus grande importance.

Dans cet optique, on peut également concevoir qu'un pays soit amené à transférer une partie de sa souveraineté à une instance d'intégration pluri-nationale afin de s'assurer, en contrepartie, de nouveaux espaces de complémentarité lui procurant une marge accrue de manoeuvre. D'une façon générale, la question de l'auto-

centrage renvoie donc à une dialectique subtile suivant laquelle il s'agit de chercher dans la dépendance les moyens de progresser vers l'indépendance (TIANO, 1981).

- ii) La maîtrise sociale des besoins constitue une nécessité capitale de l'auto-centrage. Un décalage persistant entre les normes de consommation et les structures internes de production, entraîne forcément la reproduction des rapports de subordination. Dès lors, il s'agit d'opérer un rapprochement entre la structure de l'offre et celle de la demande. Toute tentative de définir un principe précis d'adaptation entre production et consommation paraît cependant condamnée d'avance. Les besoins, on le sait, sont mouvants, ils obéissent à des déterminations sociales et historiques.

Les tenants de l'approche des besoins essentiels ont eu raison d'insister sur la nécessité d'orienter le développement vers la satisfaction d'un ensemble de besoins de base (alimentation, logement, santé, éducation etc.). On sait depuis longtemps que les coûts de l'homme sont loin d'être couverts dans nombre de PED. Il faut toutefois se garder des généralisations hâtives et des discours soi-disant moralisateurs. Les structures de consommation dans le Tiers Monde sont suffisamment complexes pour accepter la validité universelle de l'approche en terme de besoins de base. Dans les pays les plus démunis, il ne fait pas de doute que l'ensemble des ressources devraient être mobilisées afin de garantir à leurs populations le minimum de subsistance. Mais, dans les pays ayant atteint un plus grand niveau de développement, le problème se pose autrement. Ici, la massification des normes internationales de consommation, réduit considérablement la base sociale susceptible d'appuyer un projet de développement, centré exclusivement sur la satisfaction des besoins de base. Dans ce cas, c'est plutôt une notion de besoins majoritaires qui doit être mise en avant, ce qui n'exclut pas bien entendu, la nécessité de mener à bien des politiques spécifiques de lutte contre les poches de pauvreté absolue qui continuent à subsister.

Dans cette perspective, la hiérarchisation des besoins doit procéder d'une estimation rigoureuse des capacités productives et non pas d'une critique "morale" de la consommation. A cet égard, l'opposition souvent faite entre "consommation essentielle" et "consommation de luxe" peut s'avérer dangereuse. Le développe-



ment auto-centré n'est pas à confondre avec le culte mythique de la pauvreté. L'auto-centrage suppose en effet une maîtrise accrue des processus de création de besoins. Mais au lieu de s'enliser dans la voie d'une répression systématique des besoins, le développement auto-centré gagnerait en force et cohérence, en se montrant capable de rationaliser les habitudes de consommation et de faire progresser simultanément les structures productives afin de répondre aux besoins exprimés par les secteurs majoritaires de la population.

iii) Le développement de la créativité endogène est une nécessité qui découle directement des objectifs précédants. Ni l'autonomie nationale ni la maîtrise des besoins, pourront être atteintes sans le développement parallèle d'un potentiel endogène d'innovation sociale et technologique. La mobilisation des capacités latentes qui existent dans le Tiers Monde, passe par l'invention des rapports sociaux et des formes organisatives capables de les mettre en valeur. Il suffit pour s'en rendre compte de penser à l'impossibilité totale d'envisager, dans le cadre des rapports sociaux aujourd'hui dominants, des réponses adéquates au défi posé par l'existence de plus de 400 millions de travailleurs sans emploi ou sous-employés. Au delà de l'incertitude plus ou moins totale qu'entoure ce type d'interrogation, une chose semble au moins certaine: ce n'est pas à travers le développement de la grande industrie classique que l'on pourra parvenir à une absorption massive du chômage et du sous-emploi qui se vivent dans le Tiers Monde. La lutte contre le sous-développement est un grand défi à l'imagination. L'invention par exemple de stratégies de survie (MATHIAS, 1983) et la mise en place de vastes réseaux d'économie souterraine (LAMBERT, 1981), témoignent de l'existence d'une créativité sociale qu'il faudrait canaliser dans un sens progressif.

D'autre part, le processus d'auto-centrage appelle le développement d'un potentiel technologique propre. La recherche scientifique est en effet la tour de contrôle de l'avenir (KI-ZERBO, 1983). L'accès à la technologie présente, on le sait, un caractère non immédiat (BIZEC, 1981). Pour y parvenir, il faut avoir les moyens de réparer et d'entretenir les équipements et de procéder aux adap-

tations nécessaires des procédés mis en oeuvre. De même, il faut développer la capacité de choisir la technologie, car tout changement technique n'est pas forcément un progrès technique (ROSIER, 1983).

Si certains progrès, parfois non négligeables, ont pu être accomplis dans quelques PED (Inde, Brésil, etc.), l'essentiel reste encore à faire. Pour le Tiers Monde, il ne s'agit pas seulement de favoriser les transferts de technologie mais aussi de créer les conditions permettant de la maîtriser. Autrement, il faut s'attendre à la reproduction de l'actuel ordre technologique international basé sur les transferts internalisés, au sein du réseau des FMN (MADEUF, 1981).

- iv) La démocratisation de la vie politique et économique constitue pour ainsi dire la condition de base du développement auto-centré car le développement est toujours l'oeuvre d'une majorité. L'endogénéité du développement renvoie à l'autonomie du processus politique de définition du projet national (SACHS, 1983). Les contenus ainsi que les formes précises des processus d'auto-centrage, doivent être entérinés par les secteurs majoritaires de la population à travers des mécanismes de concertation sociale qu'il est fondamental de mettre en place.

Plus généralement encore, il s'agit de rompre avec l'idée largement fautive, que la démocratie est un frein au développement des forces productives. A l'encontre de cette vision déterministe, il faut mettre en avant l'importance cruciale d'assurer, par le biais de la démocratisation des structures politiques et économiques, une plus grande stabilité à la régulation d'ensemble du système. Au recours permanent à la force comme moyen de résoudre les conflits, il faut opposer une économie politique de la démocratisation (OMINAMI, 1983), afin d'éliminer le gachis social et le gaspillage économique entraînés par la fragilité des mécanismes de concertation sociale.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALVARES C. (1983)

Le refus du développement, Forum du Développement, octobre, repris dans Problèmes Economiques N° 1854, La Documentation Française.

BANQUE MONDIALE (1982, 1983)

Rapports annuels, Oxford University Press, Washington DC.

BERRY A., BOURGUIGNON F. et MORRISSON C. (1982)

La distribution mondiale des revenus entre 1950 et 1977, Revue Economique, vol.33, N°3, mai.

BIZEC R.F. (1981)

Les transferts de technologie, PUF, Paris.

CNUCED (1983)

Rapport sur le commerce et le développement, Genève.

DELAPIERRE M. et ZIMMERMAN J.B. (1983)

Le Tiers Monde et l'Informatique: de la technique aux choix politiques, Amérique Latine N°13, Paris.

DON WARD M. (1982)

Changing Patterns of Inequality in Changing Global Order, KYKLOS, vol.35, Fasc. 1.

IGLESIAS E. (1981)

Desarrollo y equidad. El desafío de los años ochenta, Revista de la CEPAL N°15, décembre, Santiago, Chili.

KI-ZERBO J. (1983)

Matrice du développement, Actuel-développement, N°53.

LAMBERT D.C. (1981)

Les inégalités de revenus dans le Tiers Monde, Trois correctifs: démographie, inflation et économie souterraine, Revue Tiers Monde, tome XXII, N°88, octobre-décembre, Paris.

LOUP J. (1981)

Le Tiers Monde peut-il survivre?, Economica, Paris.

MADEUF B. (1981)

L'ordre technologique international, Notes et Etudes Documentaires Nos. 4641-4642, La Documentation Française, Paris.

MATHIAS G. (1983)

Urbanisation et sous-développement: secteur informel et stratégie de survie, Critiques de l'Economie Politique, Nouvelle Série N° 25, Paris.

MICHALET C.A. (1983)

Le défi du développement indépendant, La Rochevigne, Paris.

OCDE (1984)

L'innovation technologique. Une force motrice pour les pays moins industrialisés, L'Observateur de l'OCDE N°126, Paris.

OMINAMI C. (1983)

Hacia una economía política de la redemocratización, Institute of Latin American Studies, Stockholm.

ONU (1983)

Tendances à long terme du développement économique, Economica.

PARTANT F. (1979)

Que la crise s'aggrave, Solin, Paris.

ROSIER B. (1983)

Le développement économique, processus univoque ou produit spécifique d'un système économique? Une approche en termes de type de développement. Economies et Sociétés, Cahiers de l'ISMEA, Série F, N°29.

SACHS I. (1983)

Le potentiel de développement endogène, Economies et Sociétés, Cahiers de l'ISMEA, Série F, N°29.

SALAMA P. (1983)

Endettement et disette urbaine?, Critiques de l'Economie Politique, Nouvelle Série N°25, La Découverte-Maspero, Paris.

TIANO A. (1981)

Le transfert de technologie industrielle, Economica, Paris.

TINBERGEN J. (1983)

Développement optimal et facteurs exogènes.

Economies et Sociétés, Cahiers de l'ISMEA, serie F, N° 29.